Inde : 250 millions de manifestants

Partage international nº 389 – Février 2021

par Brett Wilkins

En novembre 2020, dans ce qu'on considère comme la plus grande manifestation de l'histoire humaine, plus de 250 millions d'Indiens sont descendus dans les rues afin de protester contre la dérégulation et autres politiques néolibérales pratiquées par le gouvernement nationaliste hindou de droite du premier ministre Narendra Modi. Malgré les assauts de la police et des forces de sécurité qui se servent de canons à eau, d'agents chimiques, de bâtons et d'armes diverses, les manifestants pacifiques menés par les fermiers se sont jurés de continuer à manifester suite à l'échec des négociations dans la capitale New Delhi avec le gouvernement fédéral, celui-ci ayant refusé de se plier aux exigences des manifestants. L'entrée dans la capitale est interdite aux manifestants. Malgré cela, des centaines de milliers d'entre eux se sont massés à des points d'entrée de la ville où beaucoup se sont installés pour camper. *« Le gouvernement n'entend pas nos revendications et les a catégoriquement rejetées »,* a déclaré à *Al Jazeera* Chanda Singh, un fermier organisateur des manifestations, qui a rencontré le ministre de l'Agriculture Narendra Singh.

« Les membres de la délégation gouvernementale n'étaient pas disposés à écouter une seule de nos revendication et ils ne nous ont pas laissé d'autre choix que continuer à manifester. Nous continuerons nos manifestations jusqu'à ce que nos revendications soient prises en compte », a-t-il déclaré fermement.

Dans ce contexte de crises multiples – incluant une récession économique qui a vu le PIB plonger de 23,9 % et le chômage atteindre un niveau record de 27 % en 2020, et avec la pandémie qui se poursuit – des centaines de millions d'Indiens ont participé à une grève générale le 26 novembre, jour de la Constitution indienne, pour protester contre les difficultés de leurs conditions de vie. Cette grève – qui était organisée par des fermiers et des syndicats, et qui a été rejointe par des étudiants militants, des travailleurs de l'industrie et de sociétés de transport, des organisations de droit des femmes, des employés de maison et des associations de la société civile – a été organisée pour exiger une série de mesures du gouvernement :

- Retrait de toutes les lois « anti-fermiers et anti-travailleurs ».
- Versement de 7 500 roupie (85 euros) à chaque famille non imposable.
- Distributions alimentaires mensuelles aux familles dans le besoin.
- Extension de la loi nationale Mahatma Gandhi de 2005 pour la garantie de l'emploi rural, afin d'assurer 200 jours de travail par an, des salaires plus élevés, ainsi que l'extension de cette loi aux industries urbaines.
- Arrêt de la *« privatisation du secteur public, y compris du secteur financier »,* et arrêt de la *« privatisation des activités étatiques, qu'elles relèvent de l'industrie ou des services, comme les chemins de fer, les usines d'armement, les ports, etc. »*
- Arrêt de la *« mise à la retraite forcée et prématurée draconienne des employés de l'Etat et du secteur public. »*+Des retraites pour tous, l'abandon du Plan de retraite national actuel, et la réintégration du plan de retraite précédent avec des amendements.

« Ce gouvernement nous a menés en enfer, fulmine Sukhdev Prasad, un tourneur de Ghaziabad qui a participé à la grève. *Nous arrivons à peine à survivre, pris que nous sommes entre les prix qui augmentent d'un côté et les bas salaires de l'autre,* a-t-il confié à *People's World. Ils ont changé les lois sur le travail de telle sorte que les employeurs nous prennent à la gorge. »*

Les inégalités économiques étaient un thème central aux manifestations selon le témoignage de P. Sainath, journaliste fondateur de *People's Archive of Rural India* (PARI) (Archives populaires de l'Inde rurale), interrogé par *Democracy Now.*



Photo : Randeep Maddoke; randeepphotoartist@gmail.com, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons
En novembre 2020, Dans ce qu'on considère comme la plus grande manifestation de l'histoire humaine, plus de 250 millions d'Indiens sont descendus dans les rues.

Toutes les manifestations, déclenchées par l'aggravation de la crise agraire, sont fondamentalement liées aux inégalités structurelles. En l'espace de seulement quatre mois de pandémie, jusqu'en juillet, les milliardaires (en dollars) indiens – ils sont environ 120 – se sont enrichis de 35 %, et leur fortune cumulée se monte à 485 milliards de dollars.

En même temps, de nouvelles études ont montré que 76 % de la population rurale n'a pas les moyens de s'acheter un repas nourrissant. Ils ne peuvent pas se permettre d'avoir une alimentation de base nourrissante, même s'ils dépensent les deux tiers de leurs revenus pour s'alimenter. Les inégalités sont incroyables, phénoménales. L'Inde se tient au quatrième ou cinquième rang mondial pour le nombre des milliardaires en dollars, et au 129e rang de l'indice de développement humain des Nations unies.

D'autres participants manifestaient contre la gestion de la pandémie par le gouvernement. Dans un communiqué, le syndicat des enseignants des universités et collèges de Bombay a déclaré que *« cette grève était contre la crise sanitaire et économique dévastatrice déclenchée par la Covid et le confinement subi par les travailleurs du pays. La situation s'est encore aggravée avec une série de mesures impopulaires visant l'agriculture et le nouveau code du travail qui a été ratifié par le gouvernement fédéral. Conjointement à ces mesures, le National Education Policy (politique nationale pour l'éducation) imposé à la nation pendant la pandémie causera des dommages irréparables à l'accès au système éducatif ».*

N. Modi a ignoré les préoccupations des fermiers, affirmant que les manifestants avaient été *« trompés »* et que l'opposition était responsable de la crise. *« Les fermiers ont été trompés sur le bien-fondé de cette réforme agraire historique par les mêmes personnes qui les ont trompés pendant des décennies,* a déclaré le premier ministre le 30 novembre au cours d'un rassemblement, *ses intentions étaient aussi sacrées que l'eau du Gange. »*

Rahul Gandhi, leader du parti d'opposition au Congrès, a répondu en accusant N. Modi de favoriser un capitalisme de connivence et de servir les intérêts des entreprises étrangères au détriment de son propre peuple. *« Nos fermiers se sont dressés contre les lois honnies et sont allés jusqu'à Delhi en laissant derrière eux leurs fermes et leurs familles,* a-t-il déclaré. *Voulez-vous être avec eux ou avec les amis capitalistes de Modi ? »*

Inde **Auteur** : Brett Wilkins, journaliste à Common Dreams.
Sources : Commondreams.org : license Creative Commons
Thématiques : Société
Rubrique : Divers